



Jeudi 04 mai 2017

Macron : faire barrage au Front national

Dimanche 23 avril, les Français ont désigné les deux candidats qui s'affronteront lors du deuxième tour de l'élection présidentielle. Quinze ans après l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour le 21 avril 2002, le scénario se répète. **Une nouvelle fois, les républicains doivent faire barrage au Front National.**

Cependant, nous ne pouvons nous résoudre à commettre la même erreur qu'en 2002. Si nous devons voter contre le Front National, il ne s'agit en aucun cas d'un vote d'adhésion pour le candidat d'En Marche ! Je me suis opposé au tournant libéral de François Hollande, j'ai soutenu Arnaud Montebourg lors de la primaire et Benoit Hamon lors du premier tour et j'ai toujours été constant dans mes choix. **J'en appelle donc aujourd'hui à une mobilisation pour défaire le Front national.**

Les inquiétudes soulevées par la présence de Marine Le Pen au second tour ne doivent cependant pas nous faire oublier que ce sont justement les politiques libérales et austéritaires qui sont à l'origine du basculement du vote populaire à l'extrême-droite partout en Europe.

Nous devons donc aujourd'hui voter pour un candidat ni de gauche, ni de droite qui aura profité du vide laissé par le délitement des grands partis traditionnels. La fracture politique s'est aggravée depuis 15 ans, les Français n'ont plus confiance dans le personnel politique.

Dès le lundi 8 mai la gauche devra se remobiliser pour s'assurer une présence significative à l'Assemblée nationale lors des législatives des 11 et 18 juin prochains. Pour cela, de nombreuses questions devront être posées et des ambiguïtés devront être levées sur le programme du candidat d'En Marche ! et de ses soutiens, qu'ils proviennent de la droite ou du parti socialiste :

Comment garantir le fonctionnement des services publics quand on prévoit la suppression de 50 000 postes de fonctionnaires dans les services de l'État et de 70 000 dans les collectivités territoriales ? Faut-il réellement poursuivre les politiques d'austérité imposées par l'Europe en économisant 60 milliards d'euros aux dépens des Français ? Comment le candidat compte-t-il flexibiliser le marché du travail sans remettre en cause la protection des salariés ? Comment parviendra-t-il à transformer l'Europe et son dogme libéral sans modifier les traités ?

Il est évident que je ne pourrais soutenir des candidats issus du parti socialiste qui participeraient à une majorité qui prône la fin du droit du travail, dérégule, affaiblit les services publics et défend une Europe libérale et austéritaire.